

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

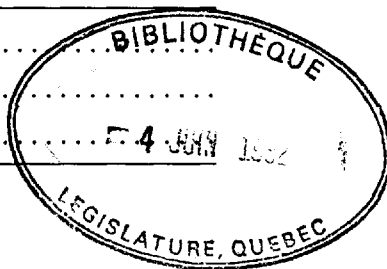
## Projet de loi n<sup>o</sup> 258 (PRIVÉ)

Loi concernant la ville de Grand' Mère

---

Première lecture .....	BIBLIOTHEQUE
Deuxième lecture .....	
Troisième lecture .....	4 JUN 1982

---



PRÉSENTÉ

Par M. MARCEL GAGNON

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1982



## **Projet de loi n° 258**

(PRIVÉ)

### Loi concernant la ville de Grand'Mère

ATTENDU QUE la ville de Grand'Mère a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Dans le but de garantir et d'amortir les emprunts contractés pour financer le système de distribution d'énergie électrique qu'elle a vendu à Hydro-Québec, la ville de Grand'Mère doit, par règlement, constituer un fonds spécial et y déposer l'argent provenant de cette vente.

Ce fonds et les revenus qu'il produit doivent être liquidés sur une période de quinze ans de la façon déterminée par règlement et être affectés aux fins suivantes:

1° pour l'année financière de 1982, remboursement au fonds général des pertes d'inventaire et des pertes de revenus nets prévus au budget et reliés au système;

2° paiement des frais de vente du système et des frais de constitution et d'opération du fonds;

3° paiement de la partie indiquée ci-dessous, des échéances annuelles en capital et intérêts des emprunts afférents au système et contractés en vertu des règlements indiqués en regard:

Règlements nos	Pourcentage
164-A	17.2 %
184-A	7.0 %
193-A	7.61%
224-A	52.15%
241-A	3.20%
270-A	3.08%
275-A	8.83%
302-A	15.0 %
322-A	7.3 %
339-A	18.0 %
340-A	7.0 %
341-A	7.0 %
379-A	16.0 %
430-A	8.0 %
445-A	100.0 %
482-A.A.S.	33.0 %
498-A	100.0 %
520-A	19.0 %
544-A.S.	15.0 %

Après avoir assuré le paiement de ces dépenses, le conseil utilise le solde des sommes disponibles dans ce fonds pour amortir des emprunts contractés pour financer des dépenses en immobilisation remboursables au moyen d'une taxe foncière générale spéciale.

Les deniers disponibles de ce fonds doivent être placés conformément à l'article 99 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

Les opérations de ce fonds doivent faire l'objet d'un compte spécial de la ville et apparaître au rapport financier annuel dans une section distincte.

**2.** Dans le but de protéger les sources d'alimentation en eau de la ville, le conseil peut, par règlement, prohiber, restreindre ou réglementer toute construction, ouvrage, activité, usage ou exploitation dans le Lac des Piles, dans le Lac Giguère, dans le Lac Chrétien et dans leur zone de protection, susceptible de modifier ou de porter atteinte à la qualité de l'eau de ces lacs; diviser ces territoires en secteurs et spécifier la réglementation pour chacun d'eux. Ce règlement ne requiert pas d'autres approbations que celles du ministre de l'Environnement et du ministre des Affaires municipales.

Tout règlement adopté en vertu du présent article doit, pour avoir effet dans la partie d'un lac ou dans la partie d'une zone de protection située dans la municipalité de Saint-Jean-des-Piles ou dans la paroisse de Saint-Gérard-des-Laurentides, être approuvé par ces

municipalités ou, à défaut, faire l'objet d'un décret du ministre des Affaires municipales. À compter de cette approbation ou de la publication de l'avis de la délivrance de ce décret à la *Gazette officielle du Québec*, ces territoires font partie de la ville de Grand'Mère pour les fins de l'application de ce règlement.

Sur recommandation du ministre de l'Environnement, le ministre des Affaires municipales peut en tout temps modifier son approbation et son décret ou même les annuler.

**3.** L'entente intervenue le 11 mai 1931 devant le notaire Dakers Cameron entre The Shawinigan Water and Power Company, Laurentide Company, Limited et la Cité de Grand'Mère sous le numéro 15775 de ses minutes, entente créant un fonds industriel, est ratifiée.

Sont ratifiées les modifications apportées à ce fonds par:

1° l'entente intervenue le 28 juin 1935 devant le même notaire, entre The Shawinigan Water and Power Company, Consolidated Paper Corporation Limited et la Cité de Grand'Mère sous le numéro 17291 de ses minutes;

2° l'entente intervenue le 29 mai 1941 devant le même notaire entre les mêmes parties sous le numéro 19015 de ses minutes;

3° l'entente intervenue le 2 mai 1952 devant le notaire Henri Desaulniers entre les mêmes parties sous le numéro 8903 de ses minutes.

Les actes posés, les contrats passés, les engagements pris et les transactions faites par la ville ou par ses officiers relativement à ce fonds ne peuvent être déclarés nuls sur le motif de l'absence d'habilitation législative, sur le motif de l'omission d'une formalité même impérative ou sur le motif de l'absence d'une approbation requise par une loi.

La ville peut, par règlement approuvé par le ministre des Affaires municipales et le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme et après entente avec la Compagnie d'électricité Shawinigan et Consolidated-Bathurst Inc., intégrer ce fonds dans le fonds industriel qu'elle a constitué par son règlement numéro 177-A adopté en vertu de la Loi sur les fonds industriels (L.R.Q., chapitre F-4). Ce règlement peut prévoir que le comité formé dans les ententes relatives à ce fonds sera transformé en comité consultatif industriel.

Jusqu'à cette intégration, la ville peut continuer d'opérer ce fonds conformément aux ententes intervenues et avec la seule approbation du comité qui y est prévue.

4. La ville de Grand'Mère, la ville de Shawinigan, la ville de Shawinigan-Sud et le village de Saint-Georges dans la municipalité régionale de comté de la Haute-Mauricie peuvent conjointement, moyennant une entente autorisée par résolution, exploiter, gérer et administrer un service de transport en commun de personnes et un service de transport scolaire dans leurs territoires ainsi qu'à l'extérieur pourvu que le point d'origine ou le point de destination soit dans leurs territoires.

Ces municipalités peuvent par cette entente constituer un comité intermunicipal, l'habilitier à exercer les pouvoirs qu'elles possèdent à l'égard de cette compétence et lui accorder les subventions prévues à l'article 467 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

Cette entente ne requiert pas d'autre approbation que celle du ministre des Transports.

Toute convention avec le propriétaire, le possesseur ou le détenteur de biens affectés directement ou indirectement à l'usage d'un service de transport ne peut lier les municipalités au delà du montant approuvé en vertu de l'article 467 de la Loi sur les cités et villes.

La Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12), les règlements adoptés sous son empire et les ordonnances mentionnées au deuxième alinéa de l'article 89 de cette loi s'appliquent à ces municipalités sauf en ce qui concerne l'obligation de détenir un permis et l'établissement des parcours, des horaires et des tarifs.

Ces municipalités sont réputées être titulaire d'un permis de transport en commun de la Commission des transports du Québec pour les fins de l'application de l'Ordonnance générale n° 17 (1969) concernant les voyages spéciaux ou à charte-partie adoptée par la Régie des transports du Québec le 19 mars 1970.

Ces municipalités peuvent conclure un contrat de transport scolaire avec une commission scolaire, une institution d'enseignement ou un collège d'enseignement général et professionnel autorisés à organiser le transport pour sa clientèle. Elles peuvent aussi avant l'ouverture de soumissions publiques demandées par ces maisons d'enseignement, conclure avec celles-ci des contrats de gré à gré de transport scolaire pour un nombre de véhicules n'excédant pas dix-sept.

Toute municipalité dont le territoire est contigu à l'une des municipalités mentionnées au premier alinéa peut, avec l'autorisation du ministre des Transports et aux conditions qu'il détermine, adhérer à une entente conclue en vertu du présent article.

Les actes posés, les contrats passés, les engagements pris et les transactions faites depuis le 1<sup>er</sup> juin 1981 par ces municipalités ou

leurs officiers relativement à un service de transport ne peuvent être déclarés nuls sur le motif de l'absence d'habilitation législative, sur le motif de l'omission d'une formalité même impérative ou sur le motif de l'absence d'une approbation requise par une loi.

Le présent article cesse d'avoir effet le 30 juin 1983 ou à toute autre date qui sera fixée par proclamation du Gouvernement.

**5.** L'article 65.6 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la ville de Grand'Mère par l'addition de l'alinéa suivant:

«Le conseil peut aussi, par règlement, décréter que sera versée mensuellement au conseiller qui est maire suppléant une somme additionnelle qu'il fixe et qui ne peut être supérieure à deux centièmes de la somme annuelle payable au maire. S'il y a vacance à la charge de maire, cette somme mensuelle peut être augmentée tant que dure cette vacance, jusqu'à concurrence de un huitième de la somme annuelle payable au maire.».

**6.** Cette loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 65.15, du suivant:

«**65.16** Le conseil peut, par règlement, décréter qu'une personne qui a été membre du conseil pendant au moins quatre années et qui cesse de remplir cette fonction continue de recevoir mensuellement à titre d'allocation de départ, pour une période de deux mois, le versement de un huitième de sa rémunération annuelle au moment de son départ; cette période est allongée d'un mois additionnel pour chaque année en sus de quatre années pendant lesquelles la personne a été membre du conseil mais ne doit pas excéder six mois.

Le versement de cette indemnité cesse toutefois:

1. au décès du bénéficiaire;
2. si une pension est payable par la municipalité au bénéficiaire;
3. si le bénéficiaire occupe une fonction à laquelle est rattachée une rémunération payée par la municipalité ou par un de ses organismes mandataires ou supramunicipaux au sens que leur confèrent respectivement les articles 65.11 et 14.1;
4. si le bénéficiaire est de nouveau membre du conseil.

Le présent article ne s'applique pas à une personne qui cesse d'être membre du conseil à la suite d'une infraction à la présente loi ou à une autre loi s'appliquant à la municipalité.».

**7.** Cette loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 348, du suivant:

«**348.1** Les copropriétaires d'un immeuble, les contribuables qui n'ont pas de résidence au Québec et les corporations, sociétés commerciales ou associations doivent, dans les soixante jours qui suivent une demande du greffier à cet effet, se nommer un fondé de pouvoir qui les représente pour toutes les fins municipales prévues dans une loi s'appliquant à la municipalité. Cette demande est suffisante si elle est faite par courrier recommandé ou certifié transmis à la dernière adresse connue des contribuables.

Ce fondé de pouvoir doit être une personne physique, majeure, citoyenne canadienne et avoir une résidence ou une place d'affaires au Québec.

Tout avis, compte, document, sommation ou procédure donné, remis, transmis ou signifié à ce fondé de pouvoir est réputé fait à la personne qu'il représente.

Ce fondé de pouvoir peut, pour fins municipales et sans autre formalité, exercer tous les droits de la personne qu'il représente. Il ne peut toutefois exercer le droit de celui qu'il représente de voter, d'être enregistré comme personne habile à voter pour demander qu'un règlement fasse l'objet d'un scrutin ou de voter sur un règlement ou une résolution soumis à l'approbation ou à la consultation des contribuables sauf s'il représente une corporation, une société commerciale ou une association et si son acte de nomination le prévoit expressément.

À défaut de se nommer un fondé de pouvoir, la remise, la transmission ou la signification de tout avis, compte ou document se fait en déposant une copie au bureau du greffier ou, dans le cas de copropriétaires ayant une résidence au Québec, en transmettant par la poste une copie à l'adresse de l'un d'eux.».

**8.** L'article 412 de cette loi est modifié, pour la ville, par le remplacement des paragraphes 20° et 20.1° par les suivants:

«20° Pour décréter que lorsqu'une personne commet une infraction à un règlement municipal, un agent de la paix peut, sur les lieux de l'infraction, remplir et lui remettre un billet qui indique notamment la nature de l'infraction reprochée. Le billet peut contenir une assignation à comparaître devant le tribunal compétent qui y est mentionné, à l'heure et à la date indiquées sur ce billet. Si le billet contient une assignation, l'original doit être remis au greffier du tribunal dans les quarante-huit heures qui suivent et ce billet constitue alors une sommation dûment autorisée et signifiée au sens de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) et rapportable à la date fixée.



Le premier alinéa n'empêche pas l'agent de la paix, s'il le juge à propos, de porter une plainte et de faire émettre une sommation suivant la loi, sans délivrer un billet d'assignation;

20.1° Pour décréter qu'aucune plainte ne sera portée contre une personne qui commet une infraction à un règlement municipal relatif à la circulation, au stationnement ou à la sécurité publique à moins qu'un agent de la paix ne lui ait remis un billet d'infraction ou n'ait déposé ce billet à un endroit apparent du véhicule ou à moins qu'il ne lui ait transmis, par la poste, un avis préalable.

Ce billet et cet avis indiquent notamment la nature de l'infraction, l'amende minimum et les frais fixés par le règlement, lesquels ne peuvent excéder ceux fixés au Code de la sécurité routière (1981, chapitre 7) pour une infraction analogue, le délai et l'endroit où ils peuvent être payés ainsi que, le cas échéant, le nombre de points d'inaptitude qu'entraîne une condamnation.

Un paiement effectué suivant le présent paragraphe est présumé avoir été fait par la personne à qui le billet, l'avis ou la sommation est adressé.

Après ce paiement, cette personne est considérée comme ayant été déclarée coupable de l'infraction. Il ne peut toutefois être invoqué comme admission de responsabilité civile;

20.2° Pour décréter que, dans le cas d'une infraction à un règlement municipal visé par le paragraphe 20.1°, le contrevenant en possession d'un billet d'infraction, d'un billet d'assignation ou d'une sommation peut, en tout temps avant la comparution, admettre sa culpabilité et payer au greffier du tribunal le montant minimum de l'amende et des frais fixés par ce règlement;

20.3° Pour autoriser un agent de la paix à déplacer ou à faire déplacer un véhicule routier immobilisé ou stationné en cas d'enlèvement de la neige ou en cas d'urgence déterminé par règlement et aux frais du propriétaire si le véhicule est en infraction à un règlement municipal et entrave ou gêne la circulation des véhicules, l'accès à une propriété ou l'accès à une borne-fontaine;

20.4° Pour autoriser toute personne dont les services sont retenus par le conseil à cette fin à accomplir les actes qu'un agent de la paix est autorisé à accomplir en vertu des paragraphes 20°, 20.1° et 20.3°.».

**9.** L'article 415 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition du paragraphe suivant:

«40° Réglementer ou prohiber, après entente avec le propriétaire, la circulation ou le stationnement des véhicules routiers sur

tout terrain ou dans tout bâtiment destiné au stationnement et où le public a accès.».

**10.** L'article 470 de cette loi est remplacé, pour la ville, par le suivant:

«**470.** Le conseil peut, par règlement, déterminer les garanties que doit donner toute personne à la demande de laquelle il décrète l'exécution de travaux municipaux ou à la demande de laquelle il règlemente le zonage, la construction ou le lotissement en vue de la réalisation de nouvelles constructions sur les terrains faisant l'objet de la demande.».

**11.** Sont abrogés:

- 1° les articles 39 et 55 du chapitre 54 des lois de 1910;
- 2° l'article 5791*b* des Statuts refondus, 1909, ajouté pour la ville par l'article 53 du chapitre 54 des lois de 1910;
- 3° les articles 8, 11 et 12 des lois de 1912 (2<sup>e</sup> session);
- 4° l'article 1 du chapitre 97 des lois de 1934;
- 5° les articles 3 et 6 du chapitre 75 des lois de 1952-1953;
- 6° le chapitre 152 des lois de 1957-1958.

**12.** L'article 4 a effet à compter du 15 décembre 1981.

**13.** Les paragraphes 4° et 6° de l'article 11 ont effet à compter de l'entrée en vigueur d'un règlement adopté en vertu de l'article 2.

**14.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.